

COMMUNIQUE DE PRESSE



Le 30 octobre 2024

La rue tue, le logement protège !

"La première bataille, c'est de loger tout le monde dignement. Je ne veux plus, d'ici la fin de l'année, avoir des hommes et des femmes dans la rue".

Voilà ce que promettait, en juillet 2017, le président Emmanuel Macron fraîchement élu.

7 ans plus tard le constat est sans appel. 330 000 personnes vivent dans la rue dont 3 000 enfants. Et le collectif *Les Morts dans la rue*, qui publie, ce jour, son 12^{ème} rapport annuel annonce un triste record : 735 personnes sont mortes dans la rue en 2023 soit une augmentation de 8 % par rapport à 2022.

Et la rue tue de plus en plus jeune puisque l'âge moyen est de 49 ans contre 79,9 ans pour la population générale... 30 ans de vie en moins ! C'est scandaleux, un crime d'Etat !

Ces personnes ne sont pas des numéros, ils sont surtout les conséquences de politiques sociales répressives qui fragilisent de plus en plus des familles entières et les plus précaires.

3,7 millions de personnes attendent aussi un logement dont 110 000 sur le Val-de-Marne. Aujourd'hui le constat est fait, la France n'a jamais aussi peu construit de logements en France. Sur un an, ce sont 264 000 logements qui ont été mis en chantier, soit un recul de 19,7 % par rapport à l'année précédente, le plus fort recul depuis plus de 20 ans !

L'enquête annuelle que vient de publier l'Agence Nationale de Contrôle du Logement Social (Ancols) indique que 59 % des ménages déclarent rencontrer régulièrement des difficultés pour finir le mois. Pour 40 % des locataires, ces difficultés sont persistantes depuis au moins deux ans.

Pire, les augmentations des loyers en 2025 (+ 3 %), des charges (+ 20 %) et des factures des énergies (jusqu'à + 20 %) vont continuer à précariser des milliers de familles dont le pouvoir d'achat est grevé par des salaires et des pensions qui stagnent.

Non seulement, le gouvernement Barnier entend détruire ce qui reste de la loi SRU et augmenter les surloyers pour dégager du logement social les familles les moins pauvres mais les coupes budgétaires sur le Projet de loi de Finances 2025 augurent une cure d'austérité sur le dos des plus modestes, des salariés, des fonctionnaires et des retraités.

C'est autant de familles menacées de se retrouver à la rue !

La Fédération CNL du Val-de-Marne demande :

- Le gel des loyers et des charges
- La revalorisation des aides au logement
- La construction massive de 10 000 logements par an sur le Val-de-Marne
- Le respect de la loi SRU
- L'arrêt des expulsions sans relogement
- L'abrogation du surloyer